

TRIBUNAL D'INSTANCE

Palais de Justice
20, Boulevard Saint-Jean
60021 BEAUVAIS CEDEX
☎ : 03.44.79.60.40

JUGEMENT

RG N° 11-14-000572

Minute N° 901

JUGEMENT

Du : 21 Juillet 2014

GUILLOT Julien

C/

SLAB Yazid

Expédition(s) à :

Copie(s) exécutoire(s) à :

Délivrée(s) le

Le Tribunal d'Instance le 21 Juillet 2014 ;

Sous la Présidence de Olivier LESOBRE, Juge d'Instance,
assisté de Caroline BREDAS Greffier,

Après débats à l'audience du 12 mai 2014, et selon les
dispositions de l'article 450 du Code de procédure civile a
rendu le jugement suivant,

ENTRE :

DEMANDEUR(S) :

Monsieur GUILLOT Julien
7 rue des Halles,
37160 DESCARTES,

représenté(e) par Me PONTIER Annabelle, avocat du barreau
de BEAUVAIS

Madame GUILLOT Noémie née CHARCELLAY
7 rue des Halles,
37160 DESCARTES,

représenté(e) par Me PONTIER Annabelle, avocat du barreau
de BEAUVAIS.

ET :

DÉFENDEUR(S) :

Monsieur SLAB Yazid
2 rue des Vosges
Appt N° 184,
60000 BEAUVAIS,

non comparant .

EXPOSE DU LITIGE

Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT, née CHARCELLAY, ci-après « les demandeurs » ont acquis le 3 juin 2013 un véhicule d'occasion de marque Renault, type Clio, d'un kilométrage de 116500 kms pour un prix de 5400 euros, auprès de Monsieur Yazid SIAB, auto-entrepreneur, exerçant sous l'enseigne « Le coin auto », 8 rue du général Koenig à Beauvais.

Le véhicule a connu une panne.

Les demandeurs ont diligenté une expertise, effectuée par la cabinet Anjou Expertises et dont le rapport a été rendu le 18 décembre 2013.

Par acte d'huissier de justice du 18 avril 2014, Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT ont assigné Monsieur Yazid SIAB devant le Tribunal de céans afin d'obtenir, sous le bénéfice de l'exécution provisoire :

A titre principal :

- le constat que le véhicule litigieux était affecté avant la vente d'un grave défaut ayant conduit à une panne et à le rendre impropre à sa destination ;
- que Monsieur Yazid SIAB est responsable du vice caché et des conséquences dommageables;
- l'annulation de la vente intervenue le 3 juin 2013 ;
- la condamnation de Monsieur Yazid SIAB à leur verser la somme de 5400 €, avec intérêts de droit à compter de l'assignation, et à reprendre le véhicule à ses frais exclusifs incluant les frais de gardiennage et d'enlèvement, sous astreinte de 50 euros par jour de retard à compter de la décision à intervenir, dont distraction à leur profit ;
- la condamnation de Monsieur Yazid SIAB à leur payer la somme de 1351,50 € au titre du préjudice matériel se décomposant en 299 € au titre des frais d'expertise, 252,50 € au titre des frais de réparation ; et 800 € au titre du temps passé à dépanner le véhicule et le faire expertiser ;
- la condamnation de Monsieur Yazid SIAB à leur verser la somme de 1500 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile ainsi qu'aux entiers dépens recouvrés conformément aux dispositions de l'article 699 du code de procédure civile ;

A titre subsidiaire :

- ordonner une nouvelle expertise judiciaire du véhicule aux frais avancés du défendeur.

Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT représentés par leur conseil ont comparu et ont repris oralement leurs conclusions écrites, auxquelles il est renvoyé pour un plus ample exposé des prétentions et moyens. Ils ont précisé solliciter la condamnation du défendeur au paiement des frais de garde du véhicule.

Monsieur Yazid SIAB n'a pas comparu, ni s'est fait représenter.

La décision, réputée contradictoire, a été mise en délibéré au 21 juillet 2014.

SUR QUOI,

Sur l'existence d'un vice caché

Attendu qu'aux termes de l'article 1641 du code civil, le vendeur est tenu à la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un

moindre prix, s'il les avait connus ;

Que la mise en oeuvre de la garantie des vices cachés implique la réunion de plusieurs conditions relatives au défaut à savoir qu'il doit être inhérent à la chose vendue, grave, compromettant l'usage de la chose et antérieur à la vente ;

Attendu qu'en l'espèce il ressort du rapport d'expertise déposé le 18 décembre 2013 que le véhicule comporte un défaut qui rend le véhicule impropre à l'usage auquel il était destiné, défaut qui a pris naissance antérieurement à la vente même s'il n'était pas décelable ; que le rapport concluait à la responsabilité de Monsieur SIAB ;

Qu'il ressort également des opérations d'expertise, auxquelles le défendeur ne s'est pas rendu, que l'origine de la panne n'a pu être déterminé, faute de dépôt de la culasse à des fins conservatoires ; qu'il a cependant été constaté la rupture de la soupape d'admission du cylindre n°1 ;

Que le rapport d'expertise indique que le défaut ayant provoqué la panne est ancien et antérieur à la transaction ;

Que la panne subie par les demandeurs n'est pas due à un défaut apparent qui pouvait être décelé au moment de l'achat ; à cet égard, le rapport d'expertise permet d'établir tant le caractère antérieur à la vente, que le caractère occulte du vice ;

Qu'aucun élément du dossier ne permet de considérer que la panne soit liée à l'utilisation du véhicule par l'acheteur ;

Que, par conséquent, le véhicule acquis par les demandeurs comportait un vice caché au jour de son achat, s'agissant d'un défaut d'entretien et d'une usure du moteur, et rendant le véhicule impropre à sa destination ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu, dès lors, de statuer sur le surplus des moyens exposés ;

Sur la résolution de la vente du 3 juin 2013

Attendu qu'aux termes de l'article 1644 du code civil, dans le cas des articles 1641 et 1643, l'acheteur a le choix de rendre la chose et de se faire restituer le prix, ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix, telle qu'elle sera arbitrée par les experts ;

Attendu qu'en l'espèce les demandeurs ont acquis un véhicule possédant un vice caché ;

Que, dès lors, ils sont en droit de solliciter la résolution de cette vente ;

Que, par conséquent, il convient de prononcer la résolution de la vente du véhicule Renault Clio intervenue le 3 juin 2013 entre Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT ainsi que Monsieur Yazid SIAB ;

Sur les demandes financières de Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT

Attendu qu'aux termes de l'article 1645 du code civil, si le vendeur connaissait les vices de la chose, il est tenu, outre la restitution du prix qu'il en a reçu, de tous les dommages et intérêts envers l'acheteur ;

Que le vendeur professionnel est tenu de réparer l'intégralité du préjudice provoqué par le vice affectant la chose vendue ;

Attendu qu'en l'espèce il ressort du rapport d'expertise que le vice était antérieur à la transaction entre les parties ;

Qu'il ressort également du dossier que Monsieur Yazid SIAB est un vendeur professionnel de l'automobile, exerçant en tant qu'auto-entrepreneur, sous une enseigne commerciale « le coin auto » et que les fiches d'essai du véhicule comporte la mention « professionnel de l'automobile » ; qu'il se livre de façon habituelle à des opérations d'achat et de vente de véhicules ;

Qu'il est, dès lors, tenu de réparer l'intégralité du préjudice provoqué par le vice caché sur le véhicule qu'il a vendu ;

Que, dès lors, Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT sont fondés à demander à la restitution du prix du véhicule acquis le 3 juin 2013 auprès de Monsieur Yazid SIAB soit la somme de 5400 euros ;

Que Monsieur Yazid SIAB sera, par conséquent, condamné à rembourser la somme de 5400 euros, assortie des intérêts au taux légal à compter de la présente décision, à Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT ;

Que Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT sont également fondés à demander Monsieur Yazid SIAB la prise en charge des frais d'expertise à hauteur de 299 euros ;

Que Monsieur Yazid SIAB sera, par conséquent, condamné à payer la somme de 299 euros à Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT ;

Qu'en revanche les factures du garage SODAC des nations à Châtellerault, présentées au titre des réparations effectuées, ne concernent pas le dépannage ou la réparation du véhicule à la suite de la panne litigieuse, tel que le détail de ces factures le démontre, l'une d'entre elles étant d'ailleurs antérieure à la panne ;

Qu'en conséquence, Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT seront déboutés de leur demande au titre des frais de réparation ;

Que, par ailleurs, Monsieur Yazid SIAB devra indemniser les demandeurs des frais d'immobilisation du véhicule jusqu'à la reprise de celui-ci ;

Que Monsieur Yazid SIAB sera condamné à verser à Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT la somme de 1371,60 euros au titre des frais d'immobilisation ;

Qu'il y a lieu d'ordonner à Monsieur Yazid SIAB la reprise du véhicule, à ses frais, dans le lieu où il est remis et ce sous astreinte de 50 euros par jour, à compter d'un délai d'un mois à partir de la signification de la présente décision ; qu'il sera également condamné au paiement des frais de gardiennage jusqu'à la reprise du véhicule ;

Que les demandeurs sont fondés à solliciter l'indemnisation de leur préjudice résultant des démarches entreprises et du temps passé, indemnisation qu'il conviendra cependant de réduire à de plus justes proportions

Que Monsieur Yazid SIAB sera, par conséquent, condamné à verser la somme de 500 euros à

Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT à titre de dommages-intérêts ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu à statuer sur le surplus ;

Sur l'application de l'article 700 du code de procédure civile et les dépens

Attendu qu'il convient de condamner Monsieur Yazid SIAB à payer à Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT au titre des frais de procédure non compris dans les dépens, une indemnité qui est fixée à 500 euros ainsi qu'aux entiers dépens ;

Attendu que le ministère d'avocat n'est pas obligatoire, il convient de rejeter la demande au titre de l'article 699 du Code de procédure civile ;

Sur l'exécution provisoire

Attendu qu'il convient, au regard de la nature du litige, d'ordonner l'exécution provisoire de la présente décision.

PAR CES MOTIFS,

Le Tribunal, par jugement réputé contradictoire, en premier ressort,

- prononce la résolution de la vente du 3 juin 2013 entre Monsieur Yazid SIAB et Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT ;
- condamne Monsieur Yazid SIAB à rembourser la somme de 5400 euros, assortie des intérêts au taux légal à compter de la présente décision, à Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT, au titre de la restitution du prix du véhicule ;
- condamne Monsieur Yazid SIAB à payer la somme de 299 euros à Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT, au titre des frais d'expertise ;
- condamne Monsieur Yazid SIAB à payer la somme de 500 euros à Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT, au titre de dommages-intérêts ;
- condamne Monsieur Yazid SIAB à verser à Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT la somme de 1371,60 euros au titre des frais d'immobilisation ;
- condamne Monsieur Yazid SIAB à reprendre le véhicule, à ses frais, dans le lieu où il est remis et ce sous astreinte de 50 euros par jour, à compter d'un délai d'un mois à partir de la signification de la présente décision et ce jusqu'au 31 octobre 2014 ;
- condamne Monsieur Yazid SIAB au paiement des frais de gardiennage jusqu'à la reprise du véhicule ;
- déboute Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT de leurs autres demandes ;
- condamne Monsieur Yazid SIAB à verser la somme de 500 euros à Monsieur Julien GUILLOT et Madame Noémie GUILLOT au titre des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile ;
- condamne Monsieur Yazid SIAB au paiement des entiers dépens ;
- ordonne l'exécution provisoire de la présente décision.

Ainsi jugé le 21 juillet 2014 et ont signé :

LE GREFFIER

Pour expédition, certifiée conforme
à la minute, délivrée sur 22 pages,
le 21.07.2014
Le Greffier

LE JUGE

**S.C.P. Jean FOUGERON
& Isabelle GAUTHIER**

Huissiers de Justice Associés
26 Av. S. ALLENDE
60000 BEAUVAIS

Tel : 03 44 06 76 76
Fax : 03 44 06 76 70

e.mail :

scp.fougeron.gauthier@orange.fr

R.I.B. :

40031 00001 0000292467Y 40

Trésorerie Générale de Beauvais

Paiement en ligne sur notre site

www.huissiers-oise.fr



**ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE**

EXPEDITION CERTIFIEE
CONFORME



Droit Fixe (Art 6-7)	52,80
Transport (Art 18)	7,48
H.T.	60,28
Tva 20,00%	12,06
Taxe Forfaitaire art,20	9,15
Affranchissement	1,00
Coût de l'acte	82,49

REFERENCES A RAPPELER:

2141884

IGA/CMA - 05/10/2015

**SIGNIFICATION D'UN JUGEMENT
(RENDU EN PREMIER RESSORT)**

L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE VINGT AOÛT

La Société Civile Professionnelle J. FOUGERON & I. GAUTHIER, titulaire d'un Office d'Huissiers de Justice Associés à BEAUVAIS 26 av S. Allende, l'un d'eux soussigné

À :

Monsieur SIAB Yazid

Le Coin Auto
2 rue des vosges, apt 184
2ème allée

60000 BEAUVAIS

Suivant les modalités décrites en fin d'acte

À LA DEMANDE DE :

Monsieur GUILLOT Julien Elie Claude né le 15 mai 1979 à Talence (33) De nationalité Française, Gérant Informaticien domicilié 7 Rue des Halles 37160 DESCARTES

Madame GUILLOT Noémie Nathalie Erika née CHARCELLAY le 25 JUIN 1986 à Châtelleraut (86) De nationalité Française, Technicienne Informatique domiciliée 7 Rue des Halles 37160 DESCARTES
Elisant domicile en notre Etude

JE VOUS SIGNIFIE ET EN TÊTE DES PRÉSENTES VOUS LAISSE COPIE :

d'un jugement en premier ressort réputé contradictoire rendu par le TRIBUNAL D'INSTANCE DE BEAUVAIS le 21 juillet 2014.

TRÈS IMPORTANT

Vous pouvez interjeter APPEL dans le délai D'UN MOIS à compter de la date figurant en tête du présent acte par-devant la Cour d'appel AMIENS.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution, d'appel, d'opposition, de recours en révision et de pourvoi en cassation sont augmentés d'UN MOIS pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ; de Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Ce recours devra être formé par ministère d'avocat.

Attention : L'auteur d'un recours abusif ou dilatoire peut être condamné à une amende civile et à une indemnité envers l'autre partie.

**S.C.P. Jean FOUGERON
& Isabelle GAUTHIER**

Huissiers de Justice Associés
26 Av. S.ALLENDE
60000 BEAUVAIS

Tel : 03 44 06 76 76

Fax : 03 44 06 76 70

e.mail :

scp.fougeron.gauthier@orange.fr

R.I.B. :

40031 00001 0000292467Y 40
Trésorerie Générale de Beauvais
Paiement en ligne sur notre site

**ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE**



COUT DE L'ACTE	
Droit Fixe (Art 6-7)	52,80
Transport (Art 18)	7,48
H.T.	60,28
Tva 20,00%	12,06
Taxe Forfaitaire art,20	9,15
Affranchissement	1,00
Coût de l'acte	82,49

REFERENCES A RAPPELER:
2141884
IGA/CMA - 05/10/2015

PROCES VERBAL DE REMISE ETUDE

Requérant : Monsieur Julien Elie Claude GUILLOT, Madame Noémie Nathalie Erika GUILLOT
née CHARCELLAY

Titre de l'acte signifié : une SIGNIFICATION JUGEMENT CONTRAD OU RÉPUTÉ 1ER RESS (appel)

Date de signification : vingt Août deux mille quatorze

Destinataire : Monsieur SIAB Yazid demeurant Le Coin Auto 5 Rue Jean Minas 60000 BEAUVAIS

N'ayant pu, lors de mon passage, avoir de précisions suffisantes sur le lieu où rencontrer le destinataire de l'acte.

Le domicile étant certain ainsi qu'il résulte des vérifications suivantes :

- ✓ L'adresse nous a été confirmée par le voisinage.

Circonstances rendant impossible la signification à personne :

- ✓ L'intéressé est absent ou ne répond pas à mes appels
- ✓ Je n'ai pu, lors de mon passage, avoir d'indication sur le lieu où rencontrer le destinataire de l'acte.

La signification à destinataire s'avérant impossible, et en l'absence de toute personne présente au domicile capable ou acceptant de recevoir l'acte, copie de l'acte a été déposée par Clerc assermenté sous enveloppe fermée ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte et de l'autre mon sceau apposé sur la fermeture du pli, en mon Etude.

Conformément à l'article 656 du Code de Procédure Civile, un avis de passage conforme aux prescriptions de l'article 655 a été laissé ce jour à l'adresse du signifié.

La lettre prévue par l'article 658 du C.P.C. comportant les mêmes mentions que l'avis de passage et copie de l'acte de signification a été adressée dans le délai prévu par la loi.

Le présent acte est soumis à taxe fiscale et comporte 7 feuilles pour l'original, 7 feuilles pour la copie.

Les mentions relatives à la signification sont visées par l'Huissier de Justice.

Isabelle GAUTHIER

